



CTB

MINISTRE DE
L'AGRICULTURE ET
DU DEVELOPPEMENT
RURAL



RAPPORT DES RESULTATS 2012

PROGRAMME PRODEKK RDC 11 161 11

PROGRAMME PRODAKK RDC 11 162 11

ACRONYMES.....	3
APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES)	4
FICHE PROGRAMMES	5
PERFORMANCES DU PROGRAMME	5
EXECUTION BUDGETAIRE.....	5
RESUME.....	6
ANALYSE DE L'INTERVENTION.....	7
CONTEXTE	8
<i>Contexte général</i>	8
<i>Contexte institutionnel</i>	8
<i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	8
<i>Contexte HARMO</i>	9
OUTCOME	10
<i>Analyse des progrès réalisés</i>	11
<i>Gestion des risques</i>	12
<i>Impact potentiel</i>	15
<i>Critères de qualité</i>	17
OUTPUT 1 PRODEKK.....	18
OUTPUT 2 PRODEKK.....	18
OUTPUT 3 PRODEKK.....	19
OUTPUT 4 PRODEKK.....	21
OUTPUT 5 PRODEKK.....	22
OUTPUT 1 PRODAKK sous-résultat 1.1.....	25
OUTPUT 1 PRODAKK sous-résultat 1.2.....	25
OUTPUT 1 PRODAKK sous-résultat 1.3.....	26
OUTPUT 1 PRODAKK sous-résultat 1.4.....	26
OUTPUT 2 PRODAKK sous-résultat 2.1.....	27
OUTPUT 2 PRODAKK sous-résultat 2.2.....	27
OUTPUT 3 PRODAKK sous-résultat 3.1.....	28
OUTPUT 3 PRODAKK sous-résultat 3.2.....	28
OUTPUT 3 PRODAKK sous-résultat 3.3.....	28
OUTPUT 3 PRODAKK sous-résultat 3.4.....	28
OUTPUT 4 PRODAKK sous-résultat 4.1.....	28
OUTPUT 4 PRODAKK sous-résultat 4.2.....	28
OUTPUT 4 PRODAKK sous-résultat 4.3.....	29
THEMES TRANSVERSAUX	29
GENRE	29
ENVIRONNEMENT.....	29
AUTRE.....	29
PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	30
ENSEIGNEMENTS TIRES.....	30
BUDGET VS ACTUALS.....	31

Acronymes

APV	Appui à la Production Végétale
ASS	Appui au Secteur Semencier
ATI	Assistant Technique International
BM	Banque Mondiale
CARG	Conseils agricoles et ruraux de gestion
CLER	Comité Local d'Entretien Routier
CMO	Convention de Mise en Œuvre
COMPAR	Comité des Partenaires
COPROSEM	Conseil Provincial Semencier
CS	Convention Spécifique
CTB	Coopération Technique belge
DTF	Dossier Technique et Financier du projet/programme
FED	Fonds Européen de Développement
MAF	Manager administratif et financier
MAPE	Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Elevage
MINAGRIDER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MP	Marché public
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PME	Petites Moyennes Entreprises
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RDC	République Démocratique du Congo
RR	Représentant Résident
SENASEM	Service National Semencier
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SWOT	Strengths, Weaknesses, Opportunities and Threats
TdR	Termes de Référence
TPIR	Travaux Publics Infrastructures Rurales
UCAG	Unité Conjointe d'Appui à la Gestion

Aperçu de l'intervention

Fiche programme PRODEKK

N° d'intervention DGCD	NN 3011637
Code Navision CTB	RDC 11 161 11
Institution partenaire	Ministère du développement rural. Ministère provincial de développement rural, de l'agriculture et des travaux publics
Durée de l'intervention	48 mois pour l'exécution (60 mois à partir de la signature de la CS)
Date de démarrage l'intervention	Janvier 2012 (du point de vue budgétaire) 29 Novembre 2012 (SMCL de démarrage)
Contribution du pays partenaire	- Ressources humaines - Ressources financières (entretien)
Contribution belge	20.000.000 euros
Secteur (codes CAD)	Transport et stockage : transport routier (code CAD 21020)
Objectif global	L'évacuation de la production agricole des exploitant(e)s familiaux, dans le Kwilu et le Kwango (Bandundu) vers les points d'évacuation (routiers, fluviaux, ferroviaires) et vers les centres de consommation est améliorée, ainsi que les accès aux services et à la mobilité des personnes.
Objectif spécifique	Les routes de dessertes agricoles jugées prioritaires dans le Kwilu et le Kwango (Bandundu) sont réhabilitées, en tenant compte des aspects multimodal et environnemental et un système d'entretien à travers des structures locales est mis en place.
Résultats	1. La maîtrise d'ouvrage au niveau provincial est renforcée 2. Un réseau multimodal de transport, répondant aux priorités provinciales de développement, est réhabilité 3. Un réseau multimodal de transport est entretenu à travers des structures locales 4. Les bonnes pratiques d'utilisation du réseau sont appliquées 5. Le financement de l'entretien est progressivement pris en charge par la partie congolaise.

Fiche programme PRODAKK

N° d'intervention DGCD	NN 3011635
Code Navision CTB	RDC 11 162 11
Institution partenaire	Ministère de l'agriculture Ministère provincial de développement rural, de l'agriculture et des travaux publics
Durée de l'intervention	72 mois pour l'exécution (96 mois à partir de la signature de la CS)
Date de démarrage l'intervention	Septembre 2012 du point de vue budgétaire 29 Novembre 2012 SMCL de prédémarrage

Contribution du pays partenaire	La contribution du Gouvernement congolais correspond aux salaires et autres avantages des fonctionnaires impliqués dans le programme, au montant des taxes sur les achats locaux et aux exonérations de taxes sur les biens et services importés par le Programme
Contribution belge	20.000.000 euros
Secteur (codes CAD)	Agriculture et élevage : développement agricole (code CAD 31120)
Objectif global	Le déficit alimentaire et la pauvreté dans les districts du Kwilu et du Kwango sont réduits grâce à la relance durable du secteur agricole
Objectif spécifique	Les revenus des exploitations familiales provenant de leurs activités agricoles sont augmentés de façon durable dans les districts du Kwilu et du Kwango dans un processus respectueux de l'environnement, en inscrivant les interventions dans les dynamiques du marché et en tenant compte des contraintes et des besoins différenciés des femmes et des hommes
Résultats	<ol style="list-style-type: none"> 1: La production et la productivité dans les exploitations familiales sont améliorées 2: La conservation, la transformation et la commercialisation des productions des exploitations familiales sont améliorées 3: La gouvernance du secteur agricole dans la zone du projet est renforcée 4: L'égalité des genres et l'autonomisation (empowerment) des femmes dans le secteur de l'agriculture sont renforcés

Performances du programme

RAS

Exécution budgétaire

Budget total en €	Dépenses année 2012	Solde	Taux de décaissement total
20.000.000Prodekk	924.294	19.075.706	4,62%
20.000.000Prodakk	136.560	19.863.440	0,68%

Résumé

Le programme PRODEKK

Le programme PRODEKK a formellement démarré le 29 novembre 2012 mais depuis le 01 janvier 2012 a garanti l'entretien (résultat 3) des pistes réhabilitées (1979,35 km) par les projets précédents de la CTB au Bandundu (RIB et PREPICO).

Pour l'année 2012 on prévoyait d'entretenir 1429,61 km de pistes dans la Province du Bandundu à travers les CLER. CLER, ce réseau routier a été réduit au mois de juin 2012 à 940,66 km pour des raisons de gestion et à 859,3 km au mois de décembre 2012 suite à une intervention de l'office des routes sur l'axe Kapia-Ilebo (tronçon dans la Province du Kasaï occidentale, mais essentiel pour le désenclavement, donnant accès au chemin de fer qui arrive à Ilebo).

Le réseau routier actuellement en entretien appartient aux territoires de Gungu, Bulungu, Idiofa et Bagata dans le District du Kwilu.

L'appui aux CLER continue au niveau de renforcement des capacités sur l'ensemble du réseau, soit 1979,35km.

Le programme PRODAKK

Le programme PRODAKK n'est pas encore signé, à partir du mois de septembre 2012, - conformément à une validation par la SMCL – le programme PRODEKK a pris en charge certaines activités essentielles du programme PRODAKK, mais en prévoyant que PRODAKK financera dès son démarrage plus de frais de gestion commun aux deux programmes. Ce financement a garanti la continuité des actions du projet APV (Appui à la Production Végétale pour les activités de production de semences dans la station de recherche agronomique de Kiyaka) et la continuité des actions du projet ASS (Appui au Secteur Semencier) dans l'appui au SENASEM, au COPROSEM et aux agromultiplicateurs (17 contrats en cours) pour la structuration de la filière et la certification des semences. Les activités d'appui au secteur semencier en cours se déroulent dans les territoires de Gungu, Bulungu, Idiofa, Masi-Manimba et Kenge. La motivation est que le désenclavement est au service de l'évacuation de la production agricole conformément à l'objectif globale du programme.

Le DTF du PRODAKK a été validé par la SMCL du 26 octobre 2012. Le 29 novembre 2012, la SMCL conjointe PRODEKK/PRODAKK a aussi validé le planning de prédémarrage du PRODAKK. Les CS et CMO du PRODAKK ne sont pas encore signés.

Conformément à l'approche programme et au PIC 2010 – 2013, les 2 programmes sont couplés et pour ce premier rapport on présente l'analyse plus sur l'outcome du PRODEKK/PRODAKK, qui peut être résumé de la manière suivante : **« Le déficit alimentaire et la pauvreté sont réduits dans les districts de Kwilu et Kwango à travers la relance durable du secteur agricole et l'évacuation de la production agricole des exploitations familiales ».**

Analyse de l'intervention¹

Contexte

La province du Bandundu est hétérogène: du nord au sud, la pluviométrie va de 2000 mm avec un écosystème forestier dans le Maï - Ndombe, à 1000 mm dans le sud du Kwango où la savane herbeuse domine. De même la population est inégalement répartie, avec une densité faible dans le nord (moins de 10 hab./km²) et dans le sud (de 10 à 30 hab./km²), nettement plus élevée dans le centre (Kwilu) avec une densité pouvant dépasser 100 hab./km² dans certains secteurs. Les districts du Kwilu et du Kwango comptent chacun 5 territoires et une population de l'ordre de 6 millions d'habitants sur le 9 au total. La population de la province de Bandundu est marquée par une présence prononcée des jeunes et plus particulièrement des jeunes filles. Ceci est principalement dû à l'exode rural des hommes.

La pauvreté est générale, avec des revenus moyens de la paysannerie agricole très faibles, inférieurs à 200 dollars par an et par famille, légèrement plus élevés chez les pêcheurs, qui restent toutefois minoritaires. Les performances en termes d'indicateurs de développement humain, classent la province parmi les plus mal loties de la RDC (8^{ème} sur 11).

L'économie du Bandundu est dominée par l'exploitation forestière dans le nord et par l'agriculture paysanne dans le sud. Les districts du Kwilu et du Kwango sont essentiellement agricoles et participent à l'approvisionnement en produits vivrières de la capitale.

Les trois territoires d'intervention du PRODEKK/PRODAKK couvrent une superficie d'environ 50000km², soit le 17% de la superficie totale de la Province du Bandundu.

Contexte institutionnel

L'ancrage institutionnel du PRODEKK ET PRODAKK au niveau provincial est très approprié à l'état actuel du processus de décentralisation en RDC. Cependant la Province du Bandundu semble destinée à être divisée en trois nouvelles Provinces selon ses actuels districts, à savoir : le Mai-Ndombe avec Bandundu ville comme chef-lieu, Kwango avec Kenge comme chef-lieu et Kwilu avec Kikwit comme chef-lieu.

Les nouvelles zones d'intervention du programme (territoires de Kenge, Masi-Manimba et Bagata) se situent dans les Districts de Kwango (Kenge) et Kwilu (Masi Manimba et Bagata), tandis que les anciennes zones, toujours bénéficiaires du programme, (territoires de Gungu, Bulungu et Idiofa) se trouvent dans le District du Kwilu.

L'appui aux services provinciaux au niveau de Bandundu ville risque donc de ne pas pouvoir aller à bénéfice des territoires d'intervention du programme.

Au mois de septembre 2012, le Gouvernement de la Province du Bandundu a lancé le « Programme villages agricoles » et au mois de novembre 2012 il a organisé la « Conférence du développement de Bandundu » qui devrait planifier les actions de développement dans la Province. Le Gouverneur appelle les PTF à s'inscrire dans ces actions. Cependant le « Programme villages agricoles » a une approche très différente du PRODAKK. Il privilégie en effet la mécanisation agricole, l'encadrement des paysans par une nouvelle structure dirigé par le Gouvernorat ainsi que la commercialisation des produits agricoles par une structure privée. En ce qui concerne les résultats de la Conférence sur le développement du Bandundu, le plan d'action n'est pas encore diffusé mais il ne semble pas avoir tenu en compte des politiques et plans existantes dans la Province et dans ses territoires.

Un renforcement institutionnel important est actuellement porté par la CTB au Ministère du développement rural pour la progressive prise en charge de l'entretien du réseau routier par la partie congolaise (résultat 5 du PRODEKK). Une note stratégique adaptée par les autorités politiques et relue par les partenaires techniques et financiers a été déposée au ministère du développement rural et TPIR en vue d'aboutir à un arrêté national interministériel. (via le SG du MINIDER). L'objectif est de

¹ Dans le présent document : L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat
CTB, Agence belge de développement
18/03/2013

créer les Commissions Provinciales Routières de manière à renforcer la maîtrise d'ouvrage provinciale et d'apporter une planification rationnelle du réseau routier dans sa globalité pour les besoins de la province (sans se focaliser sur la classification OR, DVDA et en incluant les bacs). Cette nouvelle et importante dynamique remet en cause les activités prévues dans le DTF du PRODEKK qui visent le résultat 5 (le financement de l'entretien est progressivement pris en charge par la partie congolaise) Le programme devra revoir les activités afin d'être cohérent avec ces démarches. En même temps les enjeux liés à la possibilité d'atteindre ce résultat n'apparaissent pas maîtrisables par l'équipe du programme et ils s'insèrent dans un cadre plus vaste (cadre juridique à créer au niveau national et à traduire (ici un appui technique et dialogue politique est réaliste) au niveau national dans la création même de cette CPR.

Contexte de gestion : modalités d'exécution

Les programmes PRODEKK et PRODAKK ont commencé à être mises en place avec l'arrivée du coordonnateur provincial et de l'expert en bonne gouvernance au cours du mois d'octobre 2012.

La continuité des actions des projets précédents (ASS, APV et PREPICO) a été assurée. L'harmonisation des procédures et ressources dans un cadre unique a commencé à être mise en application à différents niveaux et selon l'approche programme prévue.

La collaboration avec le Ministère provincial de l'agriculture, développement rural et travaux publics a été dans cette première phase encore plus formelle qu'opérationnelle.

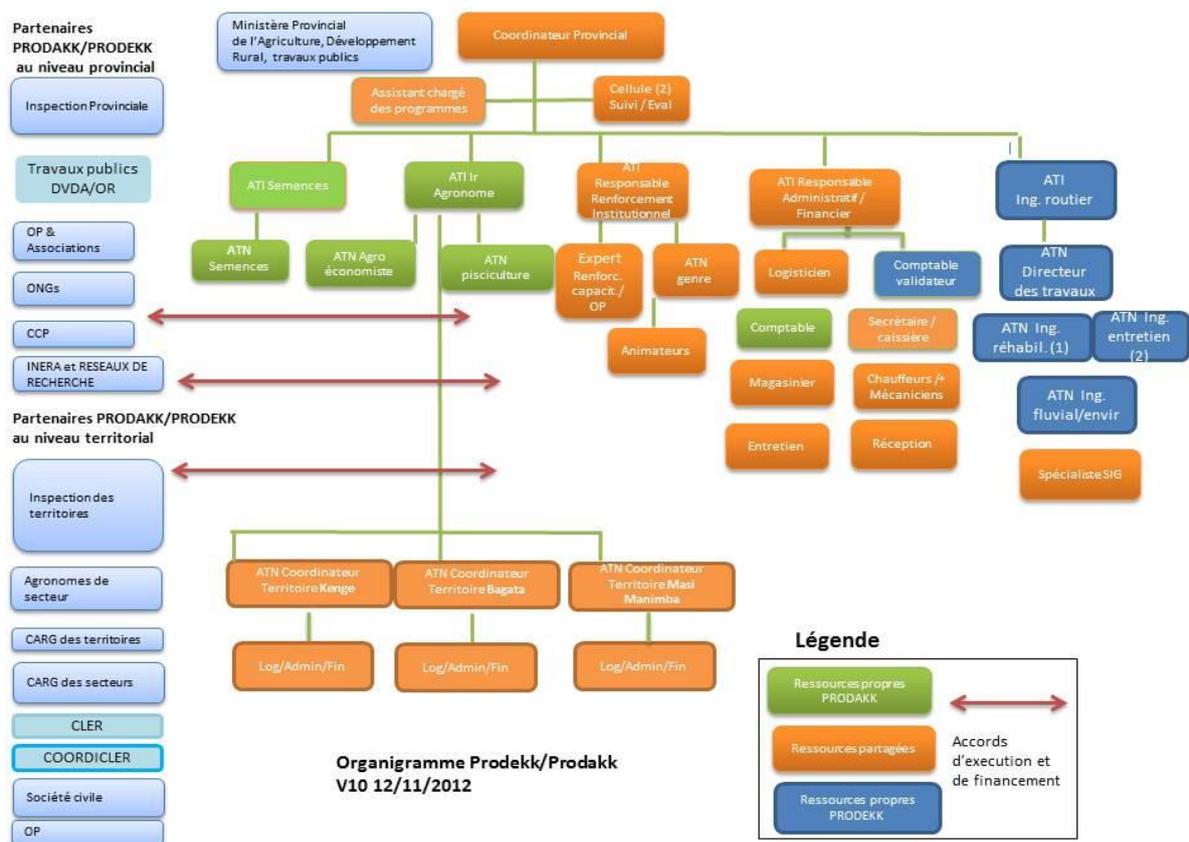
La collaboration avec les UCAG MINIDER et MINAGRI a été permanente et très intense. Cette collaboration s'est déroulé sur tous les plans (programmation, logistique, marchés publics, finances, comptabilité, suivi). L'harmonisation des procédures entre les deux UCAG et le programme reste à améliorer.

L'autonomisation de la gestion des programmes provinciaux vis-à-vis des UCAG, du point de vue administratif, logistique et technique se présente comme le défi majeur pour pouvoir assurer la faisabilité des ambitieux résultats attendus par les programmes.

La relation avec les différents services de la représentation (RH, finance, logistique) a été ponctuelle et satisfaisante. Le ResRep a accordé une grande attention à la mise en place des programmes.

Les relations directes avec les acteurs et les autorités des territoires d'intervention des programmes ont été ponctuelles et satisfaisantes. Les rencontres avec les acteurs principaux intervenants dans la zone (services étatiques, PTF, ONGD, OP etc.) a caractérisé la plus grand partie des activités de cette phase de démarrage des programmes.

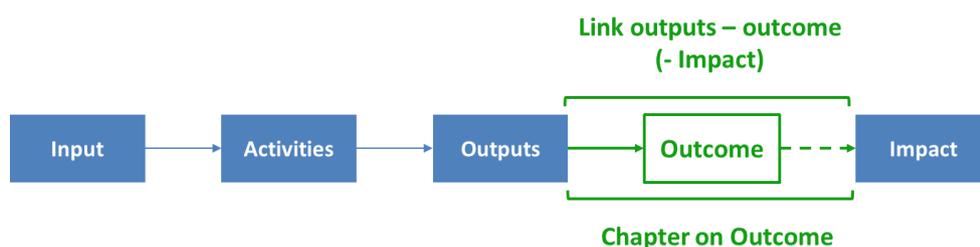
L'organigramme suivante, en cohérence avec l'approche programme du PRODEKK et PRODAKK, a été approuvé par la SMCL de démarrage du 29 novembre 2012.



Contexte HARMO

Critère HARMO	Commentaire
Harmonisation	<p>L'harmonisation avec les différents PTF (BAD, USAID, BM, UE, FIDA) est à mettre en place sous la Maîtrise d'ouvrage des autorités provinciales. Une première visite avec les PTF déjà sur place à Kikwit a constaté comme aucun effort n'a pas été fait à présent dans ce sens.</p> <p>Une forte concertation avec les projets CTB qui interviennent dans la Province (UCAG MINIDER et UCAG MINAGRI) - et en 2013 aussi le programme bourses - doit aussi être améliorée afin de concevoir des complémentarités dans une vision d'approche programme.</p>
Alignement	<p>Les programmes s'inscrivent dans les politiques et les plans d'action provinciaux et territoriaux.</p> <p>La passation des marchés suit la loi Européenne de Développement (FED) suite aux accords gouvernementaux belgo-congolais. Il existe toutefois des lois et réglementations congolaises en cette matière.</p>
Gestion axée sur les résultats	Les cadres logiques et les indicateurs de suivi seront revus en fonction des résultats de l'étude de base.
Responsabilité mutuelle	Les programmes prévoient d'impliquer les autorités provinciales soit au niveau formel qu'opérationnel à travers les SMCL, le recrutement conjointe du personnel, la programmation et le suivi des activités.
Appropriation	Les actions d'appui à la bonne gouvernance visent l'appropriation des activités des programmes à différents niveaux (Province, territoires, CARG, services déconcentrés et décentralisés, organisation de la société civile)

Outcome



Objectif spécifique :

Le déficit alimentaire et la pauvreté sont réduits dans les districts de Kwilu et Kwango à travers la relance durable du secteur agricole et l'évacuation de la production agricole des exploitations familiales.

Pour le moment les activités menées contribuent à l'atteinte partielle de 2 résultats (sur 9 du programme), notamment :

R3 PRODEKK – Un réseau multimodal de transport est entretenu à travers des structures locales (entretien réseau routier)

R1 PRODAKK - La production et la productivité dans les exploitations familiales sont améliorées (appui à la production de semences)

Analyse des progrès réalisés

Outcome² : Le déficit alimentaire et la pauvreté sont réduits dans les districts de Kwilu et Kwango à travers la relance durable du secteur agricole et l'évacuation de la production agricole des exploitations familiales.						
Indicateurs³	Valeur de la Baseline⁴	Progrès année N-1⁵	Progrès année N⁶	Cible année N⁷	Cible finale⁸	Commentaires⁹
PRODEKK : a) Le trafic est assuré en toute saison. b) Augmentation du trafic c) Augmentation de la taille des marchés d) La vitesse moyenne de parcours est maintenue e) L'impact environnemental est mitigé f) FRER opérationnel et transparent g) Contribution de l'état congolais au FRER	Néant					Indicateurs f et G probablement à changer
PRODAKK : a) Productivité des cultures principaux b) Augmentation de nombre d'OPA qui appliquent des pratiques agricoles améliorées et durables c) Augmentation de marge nette des produits vivriers commercialisés par les OPA d) Augmentation du nombre de femmes entrepreneurs et leurs investissements	néant					Indicateurs probablement à compléter
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'Objectif Spécifique : Analyser la dynamique entre la réalisation des outputs et l'atteinte probable de l'Objectif Spécifique (voir Guide de rapport des résultats) :						
<i>Est-ce que les résultats contribuent encore à l'atteinte de l'Objectif Spécifique ? A Spécifier !</i>	RAS					
<i>Résultats inattendus :</i>	RAS					

² Reprendre la formulation de l'outcome, telle qu'elle figure dans le cadre logique (DTF) ou dans la dernière version du cadre logique validée par la SMCL.

³ Reprendre les indicateurs tels qu'ils figurent dans le cadre logique.

⁴ La valeur de l'indicateur au temps 0. Se réfère à la valeur des indicateurs au début de l'intervention.

⁵ La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N-1.

⁶ La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N. Si la valeur n'a pas changé depuis la *Baseline* ou depuis l'année précédente, il y a lieu de répéter cette valeur.

⁷ La valeur cible à la fin de l'année N.

⁸ La valeur cible à la fin de l'intervention.

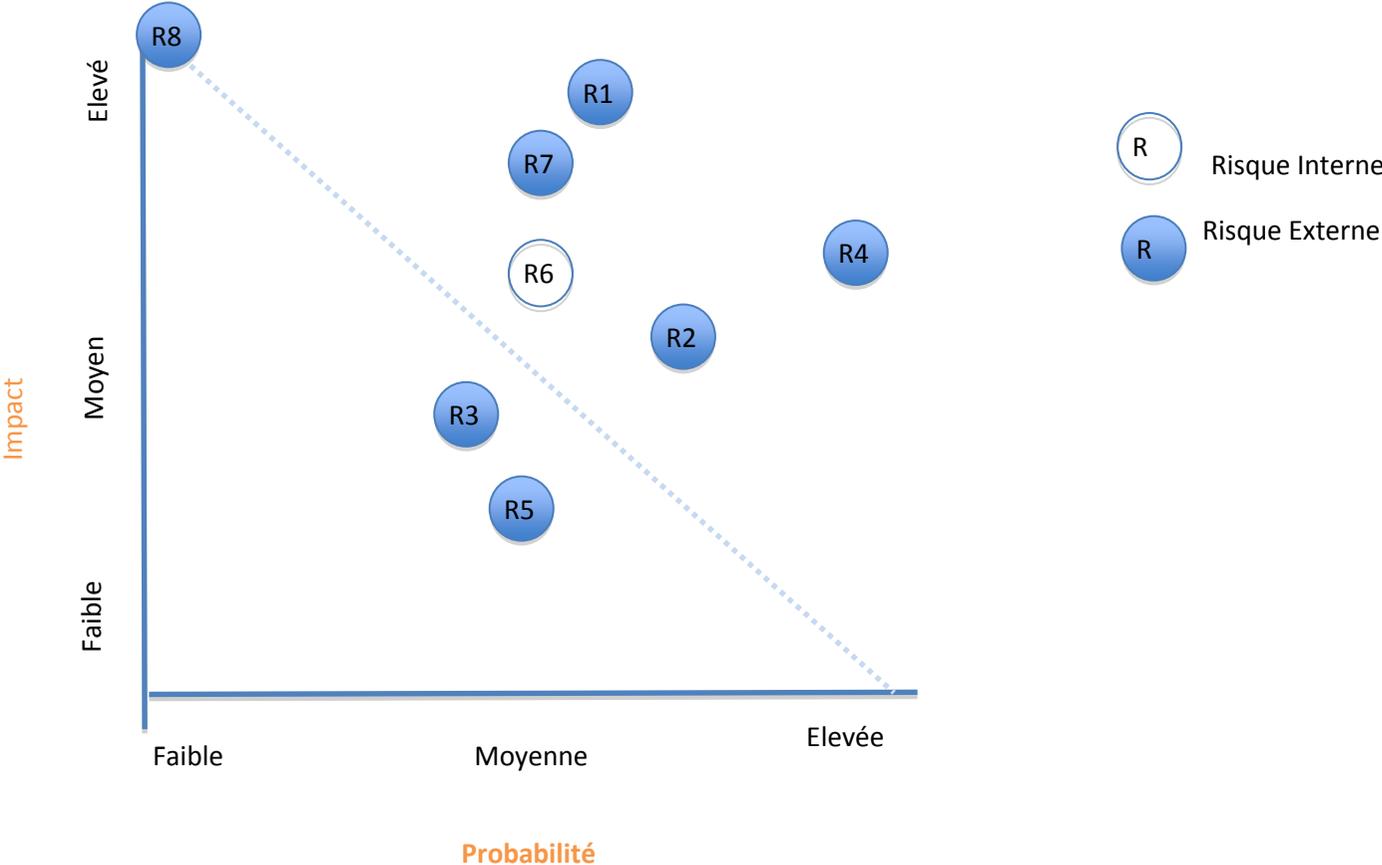
⁹ Commentaires sur les progrès réalisés, à savoir une appréciation de la valeur de l'indicateur atteinte à la fin de l'année N par rapport aux valeurs « *Baseline* » (temps 0) et/ou à la valeur de l'année précédente, et par rapport à la valeur intermédiaire attendue pour l'année N. Il convient de limiter au maximum les commentaires.

Gestion des risques

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
R1 : Une dégradation du climat social et politique a été observée avec les événements à l'Est du pays. Des risques de mouvements sociaux restent toujours à redouter et les négociations entre le gouvernement et le M23 sont en cours.	Novembre 2012	Externe	Elevée	Elevé	C	<p>Ce risque n'est pas maîtrisable par le projet mais externe et les actions sont impossibles à mettre en œuvre</p> <p>Pyramide de sécurité de la CTB</p> <p>Radio VHS dans chaque Projet</p> <p>Plan d'évacuation</p>	DGD RR Co-Resp	Sans limite avant la fin des négociations	Suivre les événements par les médias internationaux et nationaux	En cours
R2 : Un grand nombre de personnel du MINAGRIDER sont éligible à la retraite. Même s'il ne s'agit que d'une pension 'théorique' et que par manque de moyens les agents sont obligés de continuer à travailler, il serait souhaitable que la relève soit prévue. De plus ceci engendre un risque certains par rapport aux formations et au renforcement des capacités que le projet doit mettre en œuvre.	Février 2012	Externe	Moyenne	Elevé		Assurer la relève avec les Nouvelles Unités en recrutant des nouveaux cadres et agents et les former				En cours
R3 : Une « Loi portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture » a été promulguée au mois de décembre 2011. Cependant, les mesures d'application doivent encore être prises tant au niveau national que provincial. Plusieurs groupes de travail ont été mis en œuvre pour la rédaction des décrets	Février 2012	Externe	Moyenne	Moyen		Appuyer les travaux de la commission d'élaboration des mesures d'application de la loi				En cours

d'application mais ces derniers ne sont toujours pas finalisés et encore moins voté au parlement.										
R4 : Changement fréquent des autorités politico-administrative sur l'ensemble du territoire (SG, Ministre, Directeur, Administrateur de territoire, Gouverneur, etc)	Janvier 2012	Externe	Elevée	Elevé		Indépendant des projets et d'actions possibles				En cours
R5 : Le nouveau découpage administratif ne serait plus en phase avec les délimitations des programmes	Janvier 2012	Externe	Moyenne	Moyen		Appuis différenciés selon la vitesse du processus de décentralisation				En cours
R6 : Programme Provinciaux ambitieux par rapport aux difficultés infrastructures, enclavement et logistique pour pouvoir atteindre les résultats en temps réel	Novembre 2012	Interne	Moyenne	Elevé		Assurer lors de la formulation que les infrastructures et la logistique soient considérées comme un axe majeur dans l'atteinte des résultats Conduire une étude préalable sur les mesures d'accompagnement à la mise en œuvre des projets (infra, MP, Logistique, M&E)				En cours
R7 : Limitation des ressources et de l'accès en eau potable engendrant des difficultés sanitaires ainsi que pour la transformation des produits agricoles	Novembre 2012	Externe	Moyenne	Elevé		Faire des partenariats avec les bailleurs impliqués dans les adductions d'eau				En cours
R8 : La Commission Provinciale Routière n'est pas mise en place	Novembre 2012	Externe	Faible	Elevé		Identification d'une stratégie alternative pour assurer la maîtrise d'ouvrage provincial				Futur

Les risques Internes & Externes



Impact potentiel

Rien à signaler

Critères de qualité

Pour chacun des critères (Efficience, Efficacité, Durabilité et Pertinence), plusieurs sous-critères ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention, vous pouvez calculer la note totale applicable à ces critères spécifiques (voir infra pour les instructions de calcul).

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.		
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel du projet ?		
<input checked="" type="checkbox"/>	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
<input type="checkbox"/>	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?		
<input type="checkbox"/>	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
<input type="checkbox"/>	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'un projet et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
<input type="checkbox"/>	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que le projet puisse espérer aboutir.
2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe (appréciation de <u>l'ensemble de l'intervention</u>)		
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?		
<input type="checkbox"/>	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
<input type="checkbox"/>	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
<input type="checkbox"/>	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
<input type="checkbox"/>	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement gérés ?		
<input type="checkbox"/>	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité ce qui contribuera aux outcome planifiés.

<input type="checkbox"/>	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
<input type="checkbox"/>	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
<input type="checkbox"/>	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

<input type="checkbox"/>	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
<input type="checkbox"/>	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
<input type="checkbox"/>	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés sur la base des résultats atteints dans l'optique de réaliser l'outcome (objectif spécifique) ?

<input type="checkbox"/>	A	Le projet réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
<input type="checkbox"/>	B	Le projet réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet n'est pas totalement parvenu à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir au projet la réalisation de son outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'est pas parvenu à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Maximum 2 'C' ; pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

4.1 Durabilité financière/économique ?

<input type="checkbox"/>	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
<input type="checkbox"/>	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
<input type="checkbox"/>	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
<input type="checkbox"/>	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

4.2 Quel est le degré d'appropriation du projet par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

<input type="checkbox"/>	A	La SMCL et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliquées à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
<input type="checkbox"/>	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur la SMCL et d'autres structures locales pertinentes, impliquées elles aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.

<input type="checkbox"/>	C	Le projet recourt principalement à des arrangements ponctuels et à la SMCL et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quel est le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre le projet et le niveau politique ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
<input type="checkbox"/>	B	Le projet a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou tout au moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
<input type="checkbox"/>	C	La durabilité du projet est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec le projet. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité du projet.
4.4 Dans quelle mesure le projet contribue-t-il à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet est intégré aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
<input type="checkbox"/>	B	La gestion du projet est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

Critères de qualité

Attribuer une note finale à chaque critère. Si une note C ou D a été attribuée à un critère de monitoring, des mesures doivent être proposées dans le Plan d'action (4.1).

Critères	Note
Pertinence	A
Efficacité	A
Durabilité	C
Efficiences	B

Cotations sont encore peu pertinentes pour un programme en phase de démarrage, avec moins d'un trimestre d'opérationnalité en 2012, phase d'installation.

PRODEKK

Analyse des progrès réalisés

Output 1. La maîtrise d'ouvrage au niveau provincial est renforcée

Rien à signaler

Exécution budgétaire

Budget total en €	Dépenses année 2012	Solde	Taux de décaissement total
175.000,00€	0,00€	175.000,00€	0 %

Critères de qualité

C'est si tôt car le projet est juste dans sa phase de démarrage.

Output 2. Un réseau multimodal de transport, répondant aux priorités

L'étude Baseline, formation des structures etc.,

Exécution budgétaire

Budget total en €	Dépenses année 2012	Solde	Taux de décaissement total
8.000.000,00€	236.458,66€	7.763.541,34€	3%

Critères de qualité

C'est tôt car le projet est juste dans sa phase de démarrage.

Output 3 : un réseau multimodal de transport est entretenu

Analyse des progrès réalisés

Output 3 : Un réseau multimodal de transport est entretenu à travers des structures locales						
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
Nombre de structures locales appuyées	34					Les 34 CLER appuyés ont été mises en place par les projets précédents (RIB et PREPICO)
Hommes jours de travail créés	455832					CC et Présidents : 21840Hj CE+VPrésidents:34320Hj Cantonniers et autres : 399672Hj
Entretien de « x » km de routes pendant « y » temps	940,66 km		859,3 km			Réseau réhabilité par les projets antérieurs. L'Office de route a pris en charge l'entretien de 81,36km au mois de décembre (Tronçon au Kasai occidentale liant à la gare du SNCC à Ilebo).
Nombre d'évaluations de la qualité de la route exécutée	12					A la fin de chaque mois, les ingénieurs de suivi évaluent la qualité de la route
Qualité moyenne de l'entretien	Praticables en toutes saisons					
Nombre de personnes formées	RAS		15			Formation des chefs des chantiers
Performance comptable des CLER			C (faible)			Manque de compétence en la matière à la base (il faut recycler les anciens et former les nouveaux). Le fait que le poste de secrétaire comptable est un poste électoral ne favorise pas la performance.

État d'avancement des principales activités					
	A	B	C	D	
1. Mise en place des structures locales					
2. Accompagnement et formation des structures locales		X			L'équipe de l'animation, sensibilisation et formation est tous les mois à côté des structures d'appui à la pérennisation avec leurs méthodes de travail « formation – visite »
3. Fonctionnement des structures d'entretien		X			Tous les organes (Assemblée Générale « AG », Comité de Gestion « COGE » et les commissaires aux comptes « COCO ») fonctionnent bien malgré quelques imperfections relevées. Ces structures locales disposent déjà chacune d'un bureau et des activités génératrices de revenus de diverses natures.
4 Suivi de l'entretien		X			Les ingénieurs de suivi (DVDA) font au moins deux rotations par mois et une évaluation à la fin du mois permettant ainsi aux CLER de présenter leurs factures. Le système de réceptions mensuelles de travaux (contrats liés aux résultats) ne soit pas favorable aux cantonniers mais des nouvelles dispositions ont été prises pour que le cantonnier ait ses 100% et que seuls le Comité de Gestion et l'équipe technique soient frappés par cette disposition de performance.
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	oui, toutefois : <ul style="list-style-type: none"> - il faut améliorer encore les structures locales dans la gestion administrative, comptable, financière et du personnel et dans l'auto évaluation des planifications ; - il faut mieux assimiler l'usage de la technique d'entretien de route. 				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - la vitesse moyenne est supérieure ou égale à 40km/h, - augmentation du trafic, par exemple pour l'axe Kikwit sacre cœur - ekubi – Bansiengwon, il est passé de 30 à 40 véhicules/jour - création des marchés locaux pour les échanges commerciaux et plusieurs dépôts entre autre les marchés de Lusanga, Belemiese... - 940,6 kms des routes entretenues par les structures locales et praticables en toutes saisons 				
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Trafic exagéré des véhicules avec charge excessives (négatif) - Non-respect des essieux conventionnels et des barrières de pluies : non implication de l'autorité local à cet effet (négatif), cette question sera résolue par l'output 4 - Chevauchement d'intervention d'entretien sur l'axe routier Kapia – Ilebo tronçon Bac Katembo – Port Ilebo/Province du Kasai occidental. Aspect qui démontre l'importance de l'output 1. (négative). - Mauvaise nature du sol (sablonneux à 80%) - Main d'œuvre locale (cantonniers) disponible (positive) 				

Exécution budgétaire

Budget total en €	Dépenses année 2012	Solde	Taux de décaissement total
6. 220.000,00€	278.934,65€	5.941.069,35€	4,48%

Critères de qualité

Critères	Note
Efficienc	B
Efficacité	B
Durabilité	B ou C selon les CLER

Output 4 : les bonnes pratiques d'utilisation du réseau sont appliquées.

Analyse des progrès réalisés

C'est tôt car le projet est juste dans sa phase de démarrage.

Exécution budgétaire

Budget total en €	Dépenses année 2012	Solde	Taux de décaissement total
230.000,00€	0,00€	230.000,00€	0%

Critères de qualité

C'est tôt car le projet est juste dans sa phase de démarrage.

Output 5 : le financement de l'entretien est progressivement pris en charge par la partie congolaise

Analyse des progrès réalisés

C'est tôt car le projet est juste dans sa phase de démarrage.

Exécution budgétaire

Budget total en €	Dépenses année 2012	Solde	Taux de décaissement total
290.000,00€	0,00€	290.000,00€	0%

Critères de qualité

RAS

PRODAKK

Output 1. Augmentation de la production dans les exploitations familiales

Analyse des progrès réalisés

Sous – Résultat 1.1 : Le secteur semencier est renforcé

Output 1 : Augmentation de la productivité dans les exploitations familiales						
Sous-Résultat 1.1 : Le secteur semencier est renforcé						
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
Les semences de base sont produites selon un plan de gestion et des protocoles de production	Néant					Le plan de gestion n'a pas encore été élaboré
Quantité vendue par type de semences/matériel végétal par INERA et écart par rapport à la demande des COPROSEM						Production INERA-Kiyaka ne tient pas encore compte de la demande exprimée par COPROSEM/Bdd. Production à terme, campagne A en cours (aucune récolte n'a encore été réalisée)
Quantité et qualité des semences produites et vendues (par type) par les agri-multiplicateurs	Chaque agro-multiplicateur. en moyenne produit 1500 kg Maïs dont 500kg sont vendus, 600kg d'arachide dont 300 kg sont vendus et 500kg de niébé dont 100 sont vendus de qualité moyenne					Production saison A 2012/13 n'a pas encore été récoltée.
Quantité de semences de qualité (par type) distribué ou vendue par les OPA	nulle					Système mis en place par l'ex-projet ASS agissait au niveau des agri-multiplicateur et non les OPA.
Amélioration des prix de revient des semences	Prix de revient non déterminé					L'étude du prix de revient n'a pas encore été réalisée
État d'avancement des <u>principales</u> activités						
				A	B	C
						D
1 Appui à la production des semences de base						X
2 Appui au COPROSEM						X
3 Appui au SENASEM						X
4 Appui aux agro-multiplicateurs						X
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).						
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles) :</i>		L'appui à l'INERA doit permettre la production d'une semence de pré-base de qualité, indispensable pour la production de semence de génération suivante de qualité. Un COPROSEM performant devrait permettre un meilleur coaching de la filière semence. L'appui au SENASEM garantit la qualité de la semence. Des agriculteurs-multiplicateurs disposants d'une semence de base de qualité, bien coaché par le COPROSEM et contrôlé par le SENASEM, seront à même de produire une semence de qualité				

	indispensable à l'amélioration de la productivité des exploitations familiales
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	Programme en phase de démarrage. Progrès difficilement quantifiables d'autant plus que la récolte n'a pas encore eu lieu.
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Difficultés inhérentes à tout début de programme (projet). La saison B 2012/13 sera déterminante pour décollage effectif du programme dans son volet semencier. Nécessité impérative de mettre en place la production de semences de plantes (parc à bois) de couverture non prévue initialement dans le DTF (mucuna, stylosanthes, tithonia) et vétiver pour la maîtrise des eaux de ruissellement.
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	RAS

Exécution budgétaire

Le montant total initial est de 3.975.837 euro.
Le montant dépensé au 31/12/2013 est imputé au PRODEKK

Critères de qualité

Critères	Note
Efficienc	C
Efficacité	C
Durabilité	C

Sous – Résultat 1.2 : Des techniques innovantes quant à la fertilité de sol et la diversification sont introduites

Rien à signaler

Exécution budgétaire

Rien à signaler

Critères de qualité

C'est tôt car le projet est juste dans sa phase de démarrage.

Sous – Résultat 1.3 : La pisciculture est mieux gérée et est moins dommageable pour l'environnement

Rien à signaler

Critères de qualité

C'est tôt car le projet est juste dans sa phase de démarrage.

Output 2 : La conservation, la transformation et la commercialisation des productions des exploitations familiales sont améliorées

Indicateurs de résultat :

- a) Quantité de produit transformé et stocké par les OPA
- b) Quantité de produits commercialisés par les OPA
- c) Marge de vente des principales productions
- d) Diminution des pertes par ravageurs

Analyse des progrès réalisés

Sous – Résultat 2.1 : Les paysans et paysannes disposent des équipements de transformation et de stockage et les gèrent durablement

Rien à signaler

Exécution budgétaire

Rien à signaler

Critères de qualité

Rien à signaler

Sous – Résultat 2.2 : Les capacités des OP et de leurs faïtières dans la commercialisation sont améliorées

Exécution budgétaire

Rien à signaler

Critères de qualité

Rien à signaler

Output 3 : La gouvernance du secteur agricole dans la zone d'intervention est renforcée

Indicateur de résultat :

- a) Niveau de capacités des fonctionnaires
- b) Niveau d'information sur le secteur agricole auprès des acteurs clés du niveau provincial jusqu'au niveau secteur
- c) Niveau de connaissances des droits fonciers
- d) Appréciation du fonctionnement de l'IPAPEL dans la coordination sectorielle
- e) Niveau de capacités des OPA

Analyse des progrès réalisés

Sous – Résultat 3.1 : La coordination sectorielle et le suivi des interventions dans le secteur agricole est améliorée

Rien à signaler

Exécution budgétaire

Rien à signaler

Critères de qualité

Rien à signaler

Sous – Résultat 3.2 : La connaissance des acteurs clés (surtout les producteurs et productrices) sur les droits fonciers sont améliorés

Rien à signaler

Exécution budgétaire

Rien à signaler

Critères de qualité

Rien à signaler

Sous – Résultat 3.3 : un programme unique de renforcement des capacités pour la province est mis en place

Rien à signaler

Exécution budgétaire

Rien à signaler

Critères de qualité

Rien à signaler

Sous – Résultat 3.4 : les organisations paysannes sont mieux organisées

Rien à signaler

Exécution budgétaire

Rien à signaler

Critères de qualité

Rien à signaler

Output 4 : l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans le secteur de l'agriculture sont renforcés

Indicateurs de résultat :

- a) Le Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant effectue un travail à proximité dans les 5 territoires en faveur des OP.
- b) Un changement au niveau de la division du travail domestique et agricole est initié
- c) Le nombre de femmes au sein des CARG et autres comités de concertations est augmenté.
- d) Nombre de femmes dans les comités de gestion des OP est augmenté**

Analyse des progrès réalisés

Sous – Résultat 4.1 : un environnement favorable à l'égalité des femmes et des hommes est créé

Rien à signaler

Exécution budgétaire

Rien à signaler

Critères de qualité

C'est tôt ces informations car, le projet est dans sa phase de démarrage.

Sous – Résultat 4.2 : l'accès des femmes à l'entrepreneuriat et le leadership féminin dans le secteur agricole sont renforcés

Rien à signaler

Exécution budgétaire

Rien à signaler

Critères de qualité

C'est têt ces informations car, le projet est dans sa phase de démarrage.

Sous – Résultat 4.3 : le cadre institutionnel relatif au défi de l'autonomisation des femmes est renforcé

Rien à signaler

Exécution budgétaire

Rien à signaler

Critères de qualité

C'est têt ces informations car, le projet est dans sa phase de démarrage.

Thèmes transversaux

Rien à signaler

Genre

Rien à signaler

9Autres

Pilotage et apprentissage

Plan d'action et défis

Formuler, sur la base des données et de l'analyse ci-dessus, des actions (décisions) à prendre. Celles-ci peuvent être d'ordre stratégique et/ou opérationnel.

Plan d'action	Source	Acteur	Date limite
Description de l'action/la décision à prendre.	Le sous-chapitre auquel l'action/la décision se réfère (p. ex., 2.4)	Le responsable de la prise de décision/action	p. ex., Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année N+1

Enseignements tirés

PROGRAMME PRODEKK

Le système d'entretien des pistes utilisé par le programme PRODEKK bénéficie des leçons et des expériences apprises à travers les projets précédents (RIB et PREPICO). Le système donc est bien conçu et son appropriation est très bonne soit par les Institutions impliquées que par les organisations locales. Cependant un certain nombre d'aspects innovateurs est à concevoir pour permettre la professionnalisation des structures locales et la viabilité (financière et technique) du système.

L'aspect innovateur du programme repose sur l'appui à la Maîtrise d'ouvrage provincial. Cet aspect, qui est vitale pour le PRODEKK, est aussi fondamental pour tous les projets et programmes sectoriels et doit s'inscrire dans la concertation au niveau national qui est piloté par l'UCAG MINIDER. Le résultat 5 du PRODEKK (*Le financement de l'entretien est progressivement pris en charge par la partie congolaise*) va donc au-delà des capacités du programme et il pourra être atteint seulement s'il s'inscrit dans cette dynamique institutionnelle et en concertation avec les autres Partenaires Techniques et Financiers.

PROGRAMME PRODAKK

Le programme n'a pas encore démarré. Cependant les activités du secteur semencier, actuellement prises en charge par le PRODEKK, doivent être réorientées pour permettre aux exploitations agricoles familiales de bénéficier des semences de bonne qualité.

Fait par Riccardo CAPOCCHINI

(Coordonnateur provincial PRODEKK et PRODAKK)



Budget vs Actuals (Year to Date) of RDC1116111

Project Title: **Programme de désenclavement dans le Kwilu et Kwango (Bandundu) - PRODEKK**

Budget Version: **C02**

Currency: **EUR**

YTD: **Report includes all valid transactions, registered up to today**

	Status	Fin Mode	Amount	Start - 2012	Expenses 2013	Total	Balance	% Exec.
A			14.915.000,00	5.15.393,31	58.021,44	973.414,75	14.541.585,25	4%
01 La maîtrise d'ouvrage au niveau provincial est renforcée			175.000,00	0,00	0,00	0,00	175.000,00	0%
01 Appui à l'établissement et fonctionnement		REGIE	50.000,00	0,00	0,00	0,00	50.000,00	0%
02 Equipement		REGIE	50.000,00	0,00	0,00	0,00	50.000,00	0%
03 Renforcement des capacités individuelles		REGIE	50.000,00	0,00	0,00	0,00	50.000,00	0%
04 Collecte d'information		REGIE	25.000,00	0,00	0,00	0,00	25.000,00	0%
02 Un réseau multimodal de transport, répondant aux priorités			8.000.000,00	236.458,66	0,00	236.458,66	7.763.541,34	3%
01 Etude baseline et études d'impact		REGIE	100.000,00	0,00	0,00	0,00	100.000,00	0%
02 Priorisation des axes		REGIE	30.000,00	0,00	0,00	0,00	30.000,00	0%
03 Gestion de l'environnement naturel et socio-économique		REGIE	200.000,00	0,00	0,00	0,00	200.000,00	0%
04 Formation des structures		REGIE	120.000,00	0,00	0,00	0,00	120.000,00	0%
05 Achat d'outillage et équipement		REGIE	500.000,00	0,00	0,00	0,00	500.000,00	0%
06 Réhabilitation des pistes		REGIE	5.000.000,00	236.458,66	0,00	236.458,66	5.363.541,34	4%
07 Réhabilitation des bacs		REGIE	1.000.000,00	0,00	0,00	0,00	1.000.000,00	0%
08 Réhabilitation des petites voies navigables		REGIE	450.000,00	0,00	0,00	0,00	450.000,00	0%
03 Un réseau multimodal de transport est entretenu à travers			6.220.000,00	279.894,65	58.021,44	336.956,09	5.883.043,91	9%
01 Mise en place des structures locales		REGIE	50.000,00	0,00	0,00	0,00	50.000,00	0%
02 Accompagnement et formation des structures		REGIE	100.000,00	0,00	0,00	0,00	100.000,00	0%
03 Fonctionnement des structures		REGIE	5.000.000,00	279.894,65	58.021,44	336.956,09	5.663.043,91	0%
04 Suivi de l'entretien		REGIE	70.000,00	0,00	0,00	0,00	70.000,00	0%
04 Les bonnes pratiques d'utilisation du réseau sont promues			230.000,00	0,00	0,00	0,00	230.000,00	0%
		REGIE	20.000.000,00	624.294,32	179.074,60	1.103.368,92	18.896.631,08	6%
		COGEST						
		TOTAL	30.000.000,00	624.294,32	179.074,60	1.103.368,92	18.896.631,08	0%



Document communiqué en vertu de l'article 17 de la Loi sur l'accès à l'information. Dernière mise à jour: 18/03/2013 10:00:00

Budget vs Actuals (Year to Date) of RDC1116111

Project Title : **Programme de désenclavement dans le Kwilu et Kwango (Bandundu) - PRODEKK**

Budget Version: **C02**

Currency : **EUR**

YTD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**

	Status	Fin Mode	Amount	Start - 2012	Expenses 2013	Total	Balance	% Exec
01 Appuyer la consolidation de la réglementation en vigueur		REGIE	30.000,00	0,00	0,00	0,00	30.000,00	0%
02 Sensibilisation sur la réglementation en vigueur		REGIE	150.000,00	0,00	0,00	0,00	150.000,00	0%
03 Mise en place d'installations de réglementation du trafic		REGIE	50.000,00	0,00	0,00	0,00	50.000,00	0%
05 La prise en charge progressive du financement de l'entretien			290.000,00	0,00	0,00	0,00	290.000,00	0%
01 Appui à l'installation et fonctionnement du FRER		REGIE	150.000,00	0,00	0,00	0,00	150.000,00	0%
02 Appui à la recherche de financement pour l'entretien		REGIE	30.000,00	0,00	0,00	0,00	30.000,00	0%
03 Renforcement des capacités individuelles		REGIE	50.000,00	0,00	0,00	0,00	50.000,00	0%
04 Audit et suivi		REGIE	60.000,00	0,00	0,00	0,00	60.000,00	0%
X Réserve budgétaire			62.200,00	0,00	0,00	0,00	62.200,00	0%
01 Réserve budgétaire			62.200,00	0,00	0,00	0,00	62.200,00	0%
01 Réserve budgétaire		REGIE	62.200,00	0,00	0,00	0,00	62.200,00	0%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			4.562.800,00	408.901,01	121.053,16	529.954,17	4.452.845,83	11%
01 Ressources humaines			3.412.200,00	144.960,25	56.376,03	195.236,28	3.216.963,72	6%
01 Coordinateur du programme (50%)		REGIE	360.000,00	75.866,96	18.791,39	92.658,35	267.341,65	26%
02 Assistant technique renforcement des capacités (50%)		REGIE	360.000,00	42.961,45	11.291,80	54.153,25	305.846,75	15%
03 Assistant technique routier		REGIE	496.000,00	1.120,51	0,00	1.120,51	496.879,49	0%
04 Responsable Administratif et Financier (50%)		REGIE	360.000,00	4.685,71	14.992,76	19.678,47	340.321,53	5%
05 Equipe technique nationale		REGIE	641.000,00	493,91	1.891,09	2.385,01	638.614,99	0%
06 Equipe nationale administrative et logistique (50%)		REGIE	754.800,00	19.794,01	5.429,08	25.223,09	729.576,91	3%
07 Equipe bacs		REGIE	100.000,00	0,00	0,00	0,00	100.000,00	0%
08 Comptable FRER		REGIE	37.800,00	0,00	0,00	0,00	37.800,00	0%
		REGIE	20.000.000,00	504.294,32	179.076,60	1.103.368,92	18.996.631,08	6%
		COGEST						
		TOTAL	20.000.000,00	504.294,32	179.076,60	1.103.368,92	18.996.631,08	6%



Document de travail - Document de travail - RDC1116111 - Programme de désenclavement - 18/03/2013

Budget vs Actuals (Year to Date) of RDC1116111

Project Title : **Programme de désenclavement dans le Kwilu et Kwango (Bandundu) - PRODEKK**

Budget Version: **C02**

Currency : **EUR**

YTD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**

	Status	Fin Mode	Amount	Start - 2012	Expenses 2013	Total	Balance	% Exec
02 Investissements			485.000,00	127.833,54	0,00	127.833,54	267.166,46	26%
01 Véhicules		REGIE	120.000,00	113.710,92	0,00	113.710,92	6.289,08	95%
02 Motos		REGIE	70.000,00	0,00	0,00	0,00	70.000,00	0%
03 Matériel informatique (ordinateur, imprimante, satellite, GPS)		REGIE	75.000,00	14.122,62	0,00	14.122,62	60.877,38	19%
04 Réhabilitation du bureau (Kiwit + Kenge)		REGIE	200.000,00	0,00	0,00	0,00	200.000,00	0%
03 Fonctionnement			733.800,00	96.636,22	31.555,79	128.192,01	605.607,99	18%
C1 Frais de fonctionnement des véhicules + motos		REGIE	192.000,00	38.317,56	14.352,94	52.670,50	139.329,50	27%
C2 Frais de fonctionnement du bureau (00C)		REGIE	153.600,00	44.849,67	14.111,68	58.961,35	94.638,65	39%
C3 Frais de mission		REGIE	300.000,00	10.779,80	3.092,17	13.871,97	286.128,03	5%
C4 Gardiennage (Kiwit/Kenge)		REGIE	48.000,00	1.775,31	0,00	1.775,31	46.224,69	4%
C5 Organisation SMCL		REGIE	40.000,00	1.115,88	0,00	1.115,88	38.884,12	3%
04 Moyens généraux globaux			140.000,00	73,85	0,00	73,85	139.926,14	0%
01 Audit		REGIE	50.000,00	0,00	0,00	0,00	50.000,00	0%
02 Evaluation finale + MTR		REGIE	50.000,00	0,00	0,00	0,00	50.000,00	0%
03 Suivi et backstopping		REGIE	40.000,00	73,85	0,00	73,85	39.926,14	0%
10 Appui au secteur agricole			222.000,00	39.256,67	39.120,34	78.377,01	143.622,99	35%
01 Appui au secteur agricole		REGIE	222.000,00	39.256,67	39.120,34	78.377,01	143.622,99	35%
99 Conversion rate adjustment			0,00	-0,53	0,00	-0,53	0,53	7%
01 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	-0,53	0,00	-0,53	0,53	7%
		REGIE	20.000.000,00	924.294,32	179.074,60	1.103.368,92	18.896.631,08	6%
		COGEST						
		TOTAL	20.000.000,00	924.294,32	179.074,60	1.103.368,92	18.896.631,08	6%

